

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° DREAL-UID11/66-2024-086
prolongeant l'autorisation de la carrière de calcaire à ciel ouvert exploitée par
la société DOMITIA GRANULATS sur le territoire de la commune
de CAVES au lieu-dit "Combe Nègre"

**Le Préfet de l'Aude,
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement et notamment le livre V, Titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les titres I^{er} et II du livre II du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Christian POUGET en qualité de préfet de l'Aude ;

Vu le décret du 4 juillet 2022 portant nomination de Madame Lucie ROESCH en qualité de sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude, sous-préfète de Carcassonne ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DPPPAT-BCI-2023-069 en date du 11 septembre 2023 donnant délégation de signature à Madame Lucie ROESCH, secrétaire générale de la préfecture de l'Aude ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées, modifié par l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° R76-2024-02-16-00001 du 16 février 2024 approuvant le Schéma Régional des Carrières d'Occitanie ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 107 en date du 19 décembre 1991 modifié autorisant la Société RAZEL BEC à exploiter la carrière de calcaire à ciel ouvert, située sur le territoire de la commune de CAVES au lieu-dit « Combe Nègre » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014297-0013 en date du 24 novembre 2014 actualisant les prescriptions techniques applicables pour l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de traitement de matériaux implantées sur le territoire de la commune de CAVES au lieu-dit "Combe Nègre" ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020-48 en date du 9 septembre 2020 prolongeant l'autorisation de la carrière de calcaire à ciel ouvert exploitée par la Société RAZEL BEC située sur le territoire de la commune de CAVES au lieu-dit "Combe Nègre" ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DREAL-UID11-2021-034 du 20 septembre 2021 portant autorisation de changement d'exploitant d'une carrière située au lieu dit « Combe Nègre » sur la commune de CAVES au profit de la société DOMITIA GRANULATS ;

Vu le dossier de demande d'autorisation environnementale relatif au renouvellement de l'autorisation d'exploiter pour une durée de 30 années, déposé le 21 juin 2024 par Monsieur Pierre UCCIANI, agissant en qualité de Directeur Matériaux de la société DOMITIA GRANULATS dont le siège social se trouve chemin de BIZANET, 11100 MONTREDON-DES-CORBIERES ci-après nommé l'exploitant, concernant une carrière à ciel ouvert de calcaire située sur la commune de Caves, au lieu-dit « Combe Nègre » ;

Vu les rapports de l'inspection des installations classées en date du 13 août 2024 et du 9 décembre 2024 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2024 au pétitionnaire dans le cadre de la procédure contradictoire conformément à l'article R.181-45 du Code de l'Environnement ;

Vu les observations formulées par l'exploitant ;

Le demandeur entendu ;

Considérant que l'autorisation d'exploiter la carrière à ciel ouvert de calcaire sise au lieu-dit « Combe Nègre » sur la commune de Caves, octroyée à la société DOMITIA GRANULATS, sera échue le 19 décembre 2024, selon l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 9 septembre 2020 venu compléter et modifier l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé du 19 décembre 1991 ;

Considérant que l'exploitant a déposé le 21 juin 2024 un dossier de demande d'autorisation environnementale relatif au renouvellement de cette autorisation pour une durée de 30 ans ;

Considérant que l'instruction de cette demande a été engagée conformément aux dispositions des articles R.181-16 et suivants du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'en application de l'article L.181-14 du Code de l'Environnement, l'autorité administrative peut à tout moment imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

Considérant qu'il convient d'encadrer le fonctionnement de la carrière durant le temps de l'instruction de la demande d'autorisation susmentionnée, sans préjudice de la décision qui pourra être prononcée à l'issue ;

Considérant dès lors que l'exploitation de la carrière peut être prolongée à titre exceptionnel pour une durée maximale d'un an, dans les formes prévues par l'article R.181-45 du code de l'environnement, et sous réserve du respect des prescriptions des arrêtés préfectoraux susvisés du 19 décembre 1991, du 6 février 1992, du 24 novembre 2014 et du 9 septembre 2020 ;

Considérant que ces prescriptions permettent d'assurer durant cette prolongation temporaire la préservation des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant enfin que dans cette situation temporaire, il n'apparaît pas nécessaire de recueillir l'avis facultatif de la CDNPS, tel que rendu possible par les dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : PROLONGATION

La durée de l'autorisation d'exploiter mentionnée à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 107 du 19 décembre 1991 susvisé est prolongée pour un an à compter du 19 décembre 2024, soit jusqu'au 19 décembre 2025. Cette durée inclut la phase finale de réhabilitation du site. L'exploitation ne pourra être poursuivie au-delà de ce délai, sauf délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale d'exploiter par arrêté préfectoral.

ARTICLE 2 : GARANTIES FINANCIÈRES

L'article 1.9.2 de l'arrêté préfectoral n°2014297-0013 du 24 novembre 2014 est abrogé, et remplacé par les dispositions suivantes :

"Le montant des garanties financières doit permettre de couvrir les frais de remise en état du site, par une entreprise extérieure, correspondant à la situation la plus défavorable envisageable dans laquelle ces frais seront les plus élevés au cours de la période considérée.

Sur ces principes, la détermination du montant des garanties financières est effectuée par périodes quinquennales successives.

Le montant minimum de référence des garanties financières est ainsi fixé :

Période 2024 / 2026 : 300 722 €

Index utilisé pour le calcul : indice TP01 publié lors de l'établissement des garanties financières. TP01 en octobre 2024 avec un coefficient de raccordement de 6,5345 soit un index de 841,64".

ARTICLE 3 : AFFICHAGE ET PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département pendant une durée minimale de 4 mois.

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès de la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Montpellier) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

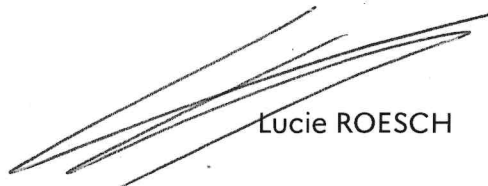
Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Aude, le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Maire de la commune de Caves, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au Maire de Caves et à la société DOMITIA GRANULATS, dont le siège social est situé Chemin de BIZANET, 11100 MONTREDON-DES-CORBIERES.

Carcassonne, le **13 JAN. 2025**

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale de la préfecture



Lucie ROESCH

